

Elina LEMAIRE
Professeur des universités en droit public

elina.lemaire@u-bourgogne.fr

Université de Bourgogne Franche-Comté
Faculté de droit
4 boulevard Gabriel
21000 Dijon



Fonctions : Professeur de droit public
Récipiendaire de la PEDR (2020-2024)

Spécialités et thématiques de recherche : Droit constitutionnel, droit politique, histoire constitutionnelle, histoire du régime parlementaire en France, droit parlementaire, déontologie et transparence de la vie publique, principe de laïcité, liberté religieuse

Établissement d'affectation :
Université de Bourgogne Franche-Comté

Laboratoires de rattachement :

1. CREDESPO (Centre de Recherche et d'Étude en Droit et en Science Politique) de l'Université de Bourgogne Franche-Comté
2. Institut Michel Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit de l'Université Paris II (membre de 2002 à 2011, puis membre associé depuis 2011)

Compétences linguistiques :

Bilingue français-grec
Anglais courant
Notions d'allemand
Russe débutant

TITRES UNIVERSITAIRES

Habilitation à diriger des recherches, Université de Bourgogne Franche-Comté, (décembre 2016)

Titre du mémoire d'HDR : « Droit constitutionnel, pratiques et politique »

Membres du jury : les professeurs Pierre-Henri Prétot (président), Éric Desmons, Armel Le Divellec, Arnaud Le Pillouer et Bernard Quiriny

Doctorat en droit public, Université Paris II – Panthéon-Assas (mai 2007)

Thèse sur *Les doctrines parlementaires des Lumières et les institutions libérales. Contribution à une histoire du libéralisme français*, rédigée sous la direction du professeur Stéphane Rials. Mention très honorable, avec les félicitations du jury décernées à l'unanimité

Prix de thèse de l'Université Paris II. Thèse proposée pour le prix Picard de la Chancellerie des Universités de Paris. Thèse honorée d'une subvention du CECF

(Centre d'études constitutionnelles et politiques) de l'Université Paris II en vue de sa publication, et publiée aux Presses Universitaires de France

Diplôme d'études approfondies de droit public interne, Université Paris II, mention Bien (2002)

Diplôme d'études approfondies de philosophie du droit, Université Paris II, mention Bien (2001)

Maîtrise en droit public, Université Paris II, mention Assez Bien (2000)

Licence en droit, Université de Caen, mention Bien (1999)

PARCOURS ACADÉMIQUE

Professeur à l'Université de Bourgogne Franche-Comté (depuis septembre 2022)

Classée (rang : 1^e) à l'Université de Paris Nanterre sur le poste n° 02PR4642 (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984, mai 2022)

Classée (rang : 1^e) à l'Université de Bourgogne Franche-Comté sur le poste n° 02PR4758 (art. 46 3° du décret du 6 juin 1984, mai 2022)

Classée (rang : 2^e) à l'Université Jean-Moulin Lyon III sur le poste n° 02PR4340 (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984, juin 2020)

Qualification aux fonctions de professeur des universités (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs, dans sa version antérieure à 2021) par le Conseil National des Universités (février 2020)

Promotion (nationale) au grade de la hors classe du corps des maîtres de conférences (section 02 du CNU) (septembre 2019)

Maître de conférences à l'Université de Bourgogne Franche-Comté (2011-2022)

Maître de conférences à l'Université Paris II – Panthéon-Assas (2008-2011)

Admissible au premier concours d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement des professeurs des universités (2010)

Qualification aux fonctions de maître de conférences par le Conseil National des Universités (section 02) (2008)

Admissible au premier concours d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement des professeurs des universités (2008)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris II (2006-2008)

Allocataire-moniteur à l'Université Paris II (2002-2005)

Tuteur (chargé d'enseignement) à l'Université Paris II (2000-2002)

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

- **Membre élu (suppléant) du CNU** (Section 02) (2019-2022)

Activités éditoriales

- Membre du conseil de rédaction de la revue *Jus Politicum. Revue de droit politique*
- Responsable du pôle « laïcité » du Blog de *Jus Politicum*
- Membre du conseil de rédaction de la *Revue française d'histoire des idées politiques*
- Membre du comité scientifique de la *Revue africaine de droit constitutionnel* (revue fondée début 2019)
- Membre du comité de rédaction de la revue *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques* (2007-2011)

Expertise

- **Audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale** dans le cadre de l'examen de la proposition de loi organique (n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel (janvier 2021)

Participation à des projets collectifs

- **Membre (rapporteur adjoint) du groupe de travail « Confection de la loi », créé à l'initiative du Club des juristes au printemps 2022.** Rapporteurs : Damien Connil. Rapporteurs adjoints Jason Graindepice (administrateur à l'Assemblée nationale), Jean-Jacques Urvoas
- **Membre puis vice-présidente (élue en 2021) de l'Observatoire de l'éthique publique.** Think tank fondé au printemps 2018 par l'ancien député René Dosière, l'Observatoire de l'éthique publique a pour ambition d'associer des universitaires et des parlementaires dans le but de contribuer aux progrès de la transparence et de la déontologie, sur le plan scientifique et dans le domaine des pratiques. Au sein de cet Observatoire, nous avons été chargée, d'une part, avec Jean-François Kerléo, des recherches portant sur le Parlement

(qui ont donné lieu à un premier colloque (« Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives ») à l'Assemblée Nationale et au Sénat, en octobre 2018) et, d'autre part, des recherches portant sur le Conseil constitutionnel (qui ont conduit à la publication, à partir de décembre 2018, d'une série d'études sur le régime indemnitaire des membres de l'institution et ont donné lieu, en juin 2021 à l'Université Paris II, à un colloque sur « Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence »). En collaboration avec Mme Cécile Untermaier, députée, nous avons pensé la réforme du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel. Cette collaboration s'est traduite par le dépôt d'une [proposition de loi n° 3720](#) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, à l'élaboration de laquelle nous avons activement participé. Adoptée à l'unanimité par la commission des lois à l'Assemblée nationale (le 17 février 2021), elle n'a pas été inscrite à l'ordre du jour de la séance publique (2018-...)

- **Membre d'un groupe de travail** constitué à l'initiative de la **fondation Jean-Jaurès** (avec, notamment, Lauréline Fontaine, Julien Jeanneney, Ferdinand Mélin-Soucramanien, Jean-Louis Nadal, Dominique Rousseau et Charles-Edouard Sénac) et chargé de réfléchir à la façon dont s'organise **la transition présidentielle** en France. Le rapport du groupe de travail doit être rendu public en 2022 (2022)
- **Membre d'un groupe de travail** réuni autour de Dominique Andolfatto (professeur à l'Université de Bourgogne Franche-Comté) sur **Les citoyennetés politique, sociale, sanitaire et numérique au prisme de l'épidémie de Covid-19** (2021-2022)
- **Membre d'une équipe** de publicistes réunis autour de Thomas Perroud (professeur à l'Université Paris II) pour la **rédaction d'un ouvrage sur Les grandes décisions politiques du Conseil constitutionnel** (projet engagé à l'automne 2019, sur trois ans, publication à venir à la LGDJ). Décision commentée (étude en cours) : Décision n° 76-71 DC du 30 décembre 1976, *Décision du Conseil des Communautés européennes relative à l'élection de l'Assemblée des Communautés au suffrage universel* (2019-2022)
- Avec Elsa Forey, **création et animation d'un cycle de conférences de lecture à la rentrée 2019**. La philosophie générale qui anime ce projet est de permettre à des collègues (ou plus largement, des juristes) qui viennent de publier un ouvrage de le présenter devant un public composé d'universitaires et d'étudiants. L'ouvrage est discuté par les organisatrices de la conférence (2019-...)

1^e conférence (27 septembre 2019) : Olivier Beaud, *La République injuriée. Histoire des offenses au chef de l'État de la III^e à la V^e République*, Paris, PUF, 2019, 677 p.

2^e conférence (28 janvier 2020) : Thomas Perroud, *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Paris, LGDJ, 2019, 572 p.

3^e conférence (31 mars 2020, reportée) : Mathieu Touzeil-Divina, *Dix mythes du droit public*, Paris, LGDJ, 2019, 420 p.

- Membre d'une **équipe de recherche de l'Université de Bourgogne Franche-Comté** (dirigée par les professeurs Elsa Forey et Yan Laidié) sur « **La laïcité dans la justice** » (projet financé par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice ») (2016-2019)

Participation à des jurys

Jurys de thèse

- 7.** Mohesh Balnath, *L'administration des assemblées parlementaires sous la Cinquième République* (dir. Philippe Blachère et Hervé de Gaudemar), Université Jean Moulin Lyon-III, octobre 2022
- 6.** Théophile Verniseau, *Les Constitutions napoléoniennes du Consulat et de l'Empire (1799-1814) : entre Constitution autoritaire et Constitution impériale* (dir. Olivier Beaud et François Saint-Bonnet), Université Paris II, juin 2022 (rapporteur)
- 5.** Edern de Barros, *Le régime mixte chez Condillac et Mably. L'histoire contre le despotisme légal des Économistes* (dir. Jacques de Saint-Victor), Université Paris XIII – Sorbonne Paris Nord, novembre 2021 [qualifié en 2022 aux fonctions de maître de conférences par la section 03 du CNU]
- 4.** Juan Hernandez, *La procédure et les libertés anciennes : le discours et la pratique* (dir. François Saint-Bonnet), Université Paris II – Panthéon-Assas, octobre 2020 [qualifié en 2021 aux fonctions de maître de conférences par la section 03 du CNU]
- 3.** Alkhanssâa Triaoui, *La Constitution marocaine de 2011 : une contribution au constitutionnalisme maghrébin après le Printemps arabe* (dir. Éric Desmons), Université Paris XIII, novembre 2019 (rapporteur)
- 2.** Francis Donazar, *Les groupes parlementaires sous la V^e République* (dir. Armel Le Divellec), Université Paris II – Panthéon-Assas, juillet 2019 (rapporteur)
- 1.** Nicolas Deiller, *Le régime juridique des biens culturels. Vers une nouvelle approche du droit des cultes en France ?* (dir. Yan Laidié), Université de Bourgogne Franche-Comté, novembre 2018

Concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration (ENA)

- Membre du jury du concours interne pour l'épreuve de droit public (2022)
- Membre du jury du concours externe pour l'épreuve de droit public (2021)
- Membre du jury du 3^e concours pour l'épreuve de droit public (2020)

Comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences (section 02 du CNU)

- Université de Paris Cité (ex-Paris V-Descartes) (2022)
- Université de Lorraine (2021)
- Université d'Orléans (2020) (le poste a été pourvu à la mutation prioritaire)
- Université de Bourgogne (2015)
- Université de Bourgogne (2013)

Examen d'accès au CRFPA

- IEJ « Jean Domat » de l'Université Paris I (2020) (correcteur de l'épreuve de « Procédure administrative contentieuse »)
- IEJ « Pierre Raynaud » de l'Université Paris II (2010) (membre du jury du grand oral)

Autres

- Membre du jury du prix de l'Observatoire de l'éthique publique – Transparency International France (1^e édition, 2022)
- Correcteur associé au jury des concours externe et interne de directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (catégorie A+) (matière : droit public) (2011, 2012, 2014, 2016)
- Correcteur associé au jury des concours externe et interne d'inspecteur du travail (catégorie A) (matière : droit public) (2013)
- Membre du jury du concours de plaidoirie et d'éloquence organisé par l'Association Droit Dijon (2018)

Direction de thèse

1. Elias Clerteau, *Le traitement juridique de l'islam en France*, en co-direction avec Elsa Forey (2020-...)

Direction de mémoires (M) et de dossiers de recherche (DR) dans le cadre du M2 Recherche « Protection des droits fondamentaux et des libertés » de l'Université de Bourgogne Franche-Comté

12. Mathilde Müller, *Le lobbying au Conseil constitutionnel. Premiers enseignements tirés de l'analyse des portes étroites publiées entre 2019 et 2021* (2021, M)

11. Arevik Janunts, *La réforme de l'indemnité parlementaire en 2017. Un bilan à l'issue de la XV^e législature* (2021, M)

10. Violette Hanania, *Vers la naissance d'un droit au suicide assisté en France ? A propos de la QPC soulevée par l'association Dignitas* (2021, DR)

9. Marie Frérot, *La naissance d'un recours effectif pour contester les conditions de détention indignes en France (2020-2021)* (2020, M)
8. Marie Ressencourt, *La clause de conscience des médecins en matière d'interruption volontaire de grossesse* (2019, DR)
7. Sophie Pierdet, *Le contentieux constitutionnel de la législation anti-terroriste* (2018, M)
6. Marie Porra, *Le traitement juridique de la radicalisation en prison : l'exemple des unités dédiées* (2018, DR)
5. Loïc Barillot, *Le contentieux constitutionnel de l'état d'urgence* (2018, M) [publié dans *Jus Politicum*, n° 25, janvier 2021]
4. Stéphane Ekra Kouakou, *Les candidats à l'élection présidentielle française de 2017 et le principe de laïcité* (2017, M)
3. Yann Amani Oulla, *La réglementation des tenues de plage* (2016, M)
2. Elba Lekaj, *1995-2015 : 20 ans de réflexion sur la réforme des institutions (à propos du rapport du groupe de travail sur l'avenir des institutions, « Refaire la démocratie », Assemblée Nationale, 2015)* (2015, DR)
1. Marie-Suzel Tabard, *Le statut juridique de la crèche de Noël* (2015, DR)

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- **Référent (enseignant) handicap de l'UFR** droit, sciences économiques et politiques de l'Université de Bourgogne Franche-Comté (depuis 2021)
- **Membre élu du Conseil d'UFR** de droit, sciences économiques et politiques de l'Université de Bourgogne Franche-Comté (2018-2022)
- **Trésorier** de la Société pour l'Histoire des Facultés de Droit et de la Culture Juridique (2007-2011)
- **Secrétaire général** de Dogma, Institut pour l'étude des disciplines dogmatiques et l'histoire générale des formes, de l'Université Paris II (2007-2009)

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

A l'Université de Bourgogne Franche-Comté (depuis 2011)

Cours magistraux

- *Droit constitutionnel*, première année de licence, mention droit (39 h) (depuis 2015) et mention A.E.S (30 h) (2011-2019). Le cours est assorti de travaux dirigés.
- *Droit administratif*, deuxième année de licence, mention A.E.S. (26 h) (depuis 2020). Le cours est assorti de travaux dirigés.
- *Philosophie du droit*, première année de licence, mention droit (20 h) (depuis 2011).
- *Institutions administratives*, première année de licence, mention droit (20 h) (depuis 2011).

Séminaire

- *Protection internationale des droits de l'homme et droit humanitaire*, deuxième année de Master recherche, mention Protection des droits fondamentaux et des libertés (5 h) (depuis 2014).

Travaux dirigés

- *Droit administratif*, deuxième année de licence, mention droit (30 h) (sous la direction du professeur Bernard Quiriny, 2011-2022).

A l'Université Paris II (2008-2011, en qualité de maître de conférences)

Cours magistraux

- *Grandes doctrines juridiques, politiques et économiques*, première année de Master, mention droit public (36 h). Le cours était assorti de travaux dirigés.
- *Éléments fondamentaux du droit public français*, deuxième année de Master, mention Culture juridique française et européenne (24 h).

Travaux dirigés

- *Droit constitutionnel*, première année de licence, mention droit (sous la direction des professeurs Denis Baranger et Olivier Beaud)
- *Droit administratif général*, deuxième année de licence, mention droit (sous la direction du professeur Bertrand Seiller)
- *Droit administratif des biens*, troisième année de licence, mention droit (sous la direction du professeur Pierre Delvolvé)

A l'Université Paris II (2002-2008 en qualité d'allocataire-moniteur puis d'ATER)

- Travaux dirigés de *droit constitutionnel*, première année de licence, mention droit (sous la direction des professeurs Hugues Portelli puis Philippe Lauvaux)
- Travaux dirigés de *droit administratif général*, deuxième année de licence, mention droit (sous la direction du professeur Bertrand Seiller)

Autres formations

- **Rédaction du cours de Droit constitutionnel pour l'Université numérique juridique francophone (à compter de 2023, 2 semestres, 2* 400 000 signes)**. Constituée en Groupement d'intérêt public en 2009, l'UNJF est désormais prise en charge par la Fondation Ius et Politia, créée à l'initiative de la Conférence des doyens de droit et de science politique, et abritée par l'**Académie des sciences morales et politiques**.
- **Formatrice dans le cadre de la préparation annuelle et estivale au CRFPA de l'IEJ de l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne** (2012-2021) (droit administratif et procédure administrative contentieuse)
- **Formatrice à l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse**, Pôle territorial de formation Grand-centre (interventions dans le cadre de formations sur la prévention de la radicalisation. Thématique : « Le principe de laïcité : formation historique et cadre général ») (novembre 2018, décembre 2019, octobre 2022)

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

7. Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence, colloque national organisé en juin 2021 à l'Université Paris II, en collaboration avec Thomas Perroud, professeur à l'Université Paris II (avec les contributions, notamment, de Eric Buge, Véronique Champeil-Desplats, Alexandre Ciaudo, Thomas Hochmann, Jean-François Kerléo, Fanny Malhière, Wanda Mastor, Olivier Renaudie, Lucie Sponchiado, Antoine Vauchez, Patrick Wachsmann)

6. Le droit politique et la V^e République, colloque national organisé en juin 2019 pour les 10 ans de la revue *Jus Politicum*, à l'Université Paris II, en collaboration avec Olivier Beaud, professeur à l'Université Paris II, Cécile Guérin-Bargues, professeur à l'Université Paris Nanterre, et Céline Roynier, professeur à l'Université de Cergy-

Pontoise (avec les contributions, notamment, de Manon Altwegg-Boussac, Renaud Baumert, Eric Buge, Jean-Marie Denquin, Olivier Jouanjan et Arnaud Le Pillouer)

5. Les Perier : une famille au service de l'État, colloque national organisé en mai 2019 à l'Université Paris V, en collaboration avec Alain Laquière, professeur à l'Université Paris V, et Éric Peuchot, maître de conférences à l'Université Paris V (avec les contributions, notamment, d'Eric Anceau, Olivier Beaud, Xavier Cabannes, Elsa Forey, et Frédéric Rouvillois)

4. Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives, colloque national organisé en octobre 2018 à l'Assemblée nationale et au Sénat, en collaboration avec Jean-François Kerléo, professeur à Aix-Marseille Université, et Romain Rambaud, professeur à l'Université Grenoble-Alpes (avec les contributions, notamment, d'Emmanuel Aubin, Eric Buge, Jean-Pierre Camby, Vincent Dussart, Jean Garrigues, Cécile Guérin-Bargues, Ferdinand Melin-Soucramanien, Olivier Rozenberg, Pauline Türk, Guillaume Tusseau et de nombreux parlementaires)

3. Les groupes parlementaires, colloque national organisé en mai 2018 à l'Université de Bourgogne Franche-Comté (avec les contributions, notamment, de Damien Connil, Elsa Forey, Jean-Eric Gicquel, Franck Lafaille, Alain Laquière, Armel Le Divellec, Didier Maus, Dorothee Reignier, Bernard Quiriny et Ariane Vidal-Naquet)

2. La Grande Guerre et le droit public, colloque national, labellisé par la mission du « Centenaire 14-18 », organisé les 26 et 27 novembre 2015 à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, en collaboration avec Romain Rambaud, professeur à l'Université Grenoble-Alpes (avec les contributions, notamment, d'Eric Desmons, Nicolas Offenstadt, François Saint-Bonnet, Xavier Souvignet et Jean-Christophe Videlin)

1. La IIIe République : ordre politique, ordre moral, ordre social ?, colloque national organisé en décembre 2013 par une équipe du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté (Patrick Charlot, Jean-Jacques Clère, Elina Lemaire, Bernard Quiriny)

PUBLICATIONS

Ouvrages personnels

2. Jean Casimir-Perier, *Notes sur la Constitution de 1875*, Texte édité, présenté et commenté par Elina Lemaire, Paris, Dalloz, coll. « Bibliothèque Dalloz », 2015, 136 p. [recension : Jean-Félix de Bujadoux, *Jus Politicum*, n° 16, 2016]

1. *Grande robe et liberté. La magistrature ancienne et les institutions libérales*, Paris, PUF, coll. « Léviathan », 2010, 384 p. [recensions : François Saint-Bonnet, *Jus Politicum*, n° 9, 2013 ; Nicolas Sild, nonfiction.fr et nomodos.blogspot.com]

Direction et codirection d'ouvrages collectifs

- 7.** *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires* (dir., avec Jean-François Kerléo), LexisNexis, 2023 (à paraître)
- 6.** *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence* (dir., avec Thomas Perroud), LGDJ/IFJD, 2022, 370 p.
- 5.** *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir* (dir., avec Johanne Saison et Élise Untermaier-Kerléo), LGDJ/IFJD, 2021, 268 p.
- 4.** *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 302 p. [recensions : Eric Thiers, *Jus Politicum*, n° 25 (janvier 2021) ; Priscilla Jansel-Monge, *RFDC*, n° 123, 2020, p. 743]
- 3.** *Les Perier, une famille au service de l'État*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, 280 p. (avec Alain Laquièze et Eric Peuchot) [recensions : Jean-Pierre Chaline, *Revue Histoire, économie & société* ; Jean-Pierre Machelon, *Revue de l'Académie de Versailles*]
- 2.** *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, LGDJ/Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 312 p. (avec Jean-François Kerléo et Romain Rambaud) [recension : Jérôme Onno sur Actu-juridique.fr, [en ligne](#)]
- 1.** *La Grande Guerre et le droit public*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2017, 208 p. Ouvrage labellisé par la mission du « Centenaire 14-18 » et honoré d'une subvention versée par cette même mission

Coordination d'un numéro de revue

- 2.** *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, un numéro sur « Ethique et Parlement » (avec Mathieu Caron), à paraître
- 1.** *Jus Politicum*, n° 24 (avril 2020), « Le droit politique » (avec Cécile Guérin-Bargues et Céline Roynier)

Articles et contributions à des ouvrages collectifs

- 51.** « Le Conseil constitutionnel est-il un représentant d'intérêts ? », in Maxence Christelle, Bertrand-Léo Combrade, Charles-Edouard Sénac, *Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêts*, à paraître (2022)
- 50.** « Les « institutions politiques » en complément du « droit constitutionnel » ? Retour sur la réforme des intitulés des enseignements de licence en 1954 », colloque national « Normes et institutions », in Armel Le Divellec, *Des normes et des institutions*, Paris, éditions Panthéon-Assas, à paraître (2022)

- 49.** « Commentaire de la décision n° 76-71 DC du 30 décembre 1976, *Décision du Conseil des Communautés européennes relative à l'élection de l'Assemblée des Communautés au suffrage universel* », in Thomas Perroud (dir.), *Les grandes décisions politiques du Conseil constitutionnel*, à paraître (2022)
- 48.** Notices « Orateur », « Régime conventionnel et régime d'assemblée », « Parlementarisme » et « Vêtement et costume » (4 * 10 000 signes), in Damien Connil, Audrey de Montis et Priscilla Monge (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, à paraître en 2023
- 47.** « Contrôle parlementaire de la crise sanitaire : interrogations autour de l'attribution des pouvoirs d'enquête à la Mission d'information sur l'épidémie de Coronavirus à l'Assemblée nationale », in *Les démocraties face au Covid*, Paris, éditions Panthéon-Assas, à paraître
- 46.** « Le Parlement face à la crise du covid-19 », in *Les démocraties face au Covid*, Paris, éditions Panthéon-Assas, à paraître
- 45.** « Le contrôle politique du gouvernement en dehors des enceintes parlementaires. A propos de la Mission d'évaluation de l'exécutif sur la gestion de la crise due au Covid-19 », *Mélanges en l'honneur de Didier Maus*, à paraître, 2022
- 44.** « État d'urgence sanitaire et contrôle parlementaire du gouvernement en France », in Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan (dir.), *La France et le Royaume-Uni à l'épreuve de l'épidémie de Covid-19*, Paris, Mare & Martin, 2022
- 43.** « Pour un choc déontologique au Conseil constitutionnel », in René Dosière et Gael Giraud (dir.), *Réveiller la démocratie*, Observatoire de l'éthique publique/Institut Rousseau, Editions de l'Atelier, 2022
- 42.** « Régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : où en est-on ? », in Elina Lemaire et Thomas Perroud, *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, LGDJ/IFJD, 2022, pp. 217-230
- 41.** « Propos introductifs », in Elina Lemaire et Thomas Perroud, *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, LGDJ/IFJD, 2022, pp. 11-17
- 40.** Véronique Champeil-Desplats, Elina Lemaire, Didier Maus, « Faut-il changer le mode de désignation des membres du Conseil constitutionnel ? », rubrique « Controverses » de la *RFDC*, *RFDC* 2022/3, n° 131, pp. 531-543
- 39.** « Pour une déontologie des membres du Conseil constitutionnel », in Elina Lemaire, Johanne Saison, Élise Untermaier-Kerléo, *La déontologie des juges en France. État des lieux et perspectives d'avenir*, IFJD/LGDJ, 2021, pp. 159-175

- 38.** « Introduction », avec Johanne Saison et Élise Untermaier-Kerléo, à l'ouvrage *La déontologie des juges en France. État des lieux et perspectives d'avenir*, IFJD/LGDJ, 2021, pp. 7-25
- 37.** « CADA, avis n° 20193027 du 19 décembre 2019, *Observatoire de l'éthique publique*. Les bulletins de paye des membres du Conseil constitutionnel constituent des documents administratifs communicables », *AJDA* 2020, n° 28, pp. 1589-1596
- 36.** « Naissance, consécration et disparition (?) d'une convention de la Constitution : l'exemple de la réserve parlementaire », *Jus Politicum*, n° 24, mai 2020
- 35.** « Propos introductifs » (avec Cécile Guérin-Bargues et Céline Roynier), *Jus Politicum*, n° 24, mai 2020
- 34.** « La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle préclassique de la Troisième République (1871-1896) », in Armel Le Divillec (dir.), *La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle de la Troisième République*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2020, pp. 49-70
- 33.** « Conseil constitutionnel : la suppression de la catégorie des membres de droit, une réforme indispensable mais insuffisante », in Denis Baranger et Olivier Beaud (dir.), *L'état de la Constitution 2018-2019*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2020, pp. 161-167 (également [en ligne](#))
- 32.** « Les députés doivent-ils être neutres ? Brèves réflexions sur la récente réglementation de la tenue vestimentaire à l'Assemblée nationale », in Denis Baranger et Olivier Beaud (dir.), *L'état de la Constitution 2018-2019*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2020, pp. 59-70 (également [en ligne](#))
- 31.** « Le *Développement des Principes Fondamentaux de la Monarchie Française*. Un testament politique de la haute magistrature de l'ancienne France », in Isabelle Brancourt (dir.), *Au cœur de l'État. Parlement(s) et cours souveraines sous l'Ancien Régime*, Paris, Classiques Garnier, 2020, pp. 379-397
- 30.** « La procédure de révision de la Constitution en Grèce : brèves réflexions à l'occasion de la réforme constitutionnelle de 2018-2019 », *RFDC* n° 122, 2020, pp. 415-435
- 29.** « Les groupes parlementaires et la crise du 16 mai 1877 », in Elina Lemaire (dir.), *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 87-103
- 28.** « Propos introductifs », in Elina Lemaire (dir.), *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 7-17
- 27.** « Un établissement public ne peut pas interdire le règlement en espèces. Note sous TA Dijon, 8 juillet 2019, *M. C. A.* », *AJDA*, 2019, n° 32, pp. 1892-1895
- 26.** « Théorie et pratique du régime parlementaire chez Jean Casimir-Perier », in Alain Laquière, Elina Lemaire, Éric Peuchot (dir.), *Les Perier, une famille au service de l'État*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, pp. 161-172

25. « Les progrès en matière de statut des groupes parlementaires » (avec Damien Connil), *in* Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud (dir.), *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 65-74

24. « Quelles propositions pour rénover le statut matériel des parlementaires ? », *in* Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud (dir.), *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 225-229

23. « Un établissement public peut-il interdire le règlement en espèces ? Le Tribunal administratif de Dijon botte en touche. Note sous TA Dijon, 28 décembre 2018, M. C. A. », *AJDA*, 2019, n° 27, pp. 710-715

22. « L'interprétation des signes religieux par le juge administratif », *in* Elsa Forey et Yan Laidié (dir.), *L'application du principe de laïcité à la justice*, Rapport final de la recherche financée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », 2019, pp. 88-104 [[en ligne](#)]

21. « La sensibilisation des membres des juridictions administratives au principe de laïcité », *in* Elsa Forey et Yan Laidié (dir.), *L'application du principe de laïcité à la justice*, Rapport final de la recherche financée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », 2019, pp. 62-78 [[en ligne](#)]

20. « A propos de quelques problèmes juridiques entourant le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel », *Jus politicum*, décembre 2018, 23 p. [[en ligne](#)]

19. « Le droit parlementaire de Robespierre », *in* Elsa Forey et Bernard Quiriny (dir.), *La pensée constitutionnelle de Robespierre*, Paris, La Mémoire du Droit, 2018, pp. 243-262

18. « Jean Casimir-Perier, Copie du « Journal » de la présidence », texte édité, présenté et commenté, *Jus Politicum*, n° 20-21, juillet 2018, pp. 389-412 [[en ligne 1/2](#)]

17. « A propos de Carlos-Miguel Pimentel, *La crise du 16 mai 1877. Edition critique des principaux débats constitutionnels*, Paris, Dalloz, 2017 », *Jus Politicum* n° 19, janvier 2018, pp. 272-279 [[en ligne](#)]

16. « La réforme du contrôle du financement des partis politiques en Grèce, un progrès inachevé », *in* Elsa Forey, Aurore Granero, Alix Meyer (dir.), *Financement et moralisation de la vie politique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018, pp. 153-166

15. « La réserve parlementaire sous l'angle du droit constitutionnel », *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017, 17 p. [[en ligne](#)]

- 14.** « La laïcité « répressive » : l'exemple du traitement de l'affaire Baby Loup au Parlement », in Cécile Guérin-Bargues et Nicolas Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l'État*, Paris, Pedone, 2016, pp. 131-150
- 13.** « Révision de 1884 : l'autorité gouvernementale en débats », *RDP*, n° 4, 2016, pp. 1163-1184
- 12.** « Le désaccord du parlement et du gouvernement sur « la Constitution du pouvoir politique en temps de guerre » : l'échec du projet Briand sur les décrets-lois (décembre 1916-janvier 1917) », *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 28 p. [[en ligne](#)]
- 11.** « Jean-Paul Lafargue, « Pages d'Histoire [essai sur les causes de la démission de Jean Casimir-Perier] » », texte édité, présenté et commenté, *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 36 p. [[en ligne](#)]
- 10.** « Jean Casimir-Perier, « Récit des événements de la présidence » et « Résumé des entretiens avec Dupuy, Poincaré et Hanotaux » », textes édités, présentés et commentés, *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 45 p. [[en ligne 1/2/3](#)]
- 9.** « Baby Loup au Parlement : un autre aspect de l'affaire », *AJDA* 2014, n° 26, p. 1457
- 8.** « Fonder la République en révisant la Constitution : le débat sur la réforme des institutions à la Chambre des députés (mai 1881-février 1882) », in Patrick Charlot (dir.), *La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ?* Paris, Institut Universitaire Varenne, 2014, pp. 63-88
- 7.** « La magistrature gardienne des libertés : la sécularisation de l'office du juge dans les doctrines parlementaires des Lumières », *Justice et État*, Aix-en-Provence, PUAM, 2014, pp. 211-221
- 6.** « Pour une réforme du régime d'attribution des bourses de l'enseignement supérieur », *AJDA* 2013, n° 26, p. 1473
- 5.** « Dans les coulisses du Conseil constitutionnel. Comment le rôle de gardien des droits et libertés constitutionnellement garantis est-il conçu par les membres de l'institution ? », *Jus politicum*, n° 7, mars 2012, 41 p. [[en ligne](#)]
- 4.** « De l'influence de la notification de la décision d'aide juridictionnelle sur le délai de recours. A propos de la décision du TA de Lille, 20 janvier 2009, *Mme Assia Faci* », *AJDA* 2009, n° 23, pp. 1257-1261
- 3.** « Actualité du principe de prohibition de la privatisation de la police », *RFDA* 2009, pp. 767-776
- 2.** « La notion de droit public dans les remontrances des parlements au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire des Facultés de Droit et de la Science Juridique*, Paris, SHFD, 2004, n° 24, pp. 53-64
- 1.** « L'entourage civil du Président de la III^e République (1870-1920) », *Revue Administrative*, Paris, PUF, juillet 2003, n° 334, pp. 416-427

Billets et notes

[les billets publiés sur le blog de la revue *Jus Politicum* et sur le blog *Droit administratif* sont soumis pour évaluation à un comité de rédaction. Les notes publiées par l'Observatoire de l'éthique publique font l'objet d'une évaluation en double aveugle]

- 18.** « [Un plaidoyer à contre-temps ? \(A propos du Plaidoyer pour un Parlement renforcé de Yaël Braun-Pivet\)](#) », *Blog de Jus Politicum*, décembre 2021 (avec Alexis Fourmont et Jean-Jacques Urvoas, 18 000 signes)
- 17.** « [Carence du contrôle parlementaire et contrôle politique par les experts. A propos de la « Mission d'évaluation de l'exécutif sur la gestion de la crise due au Covid-19 »](#) », *Blog de Jus politicum*, novembre 2021 (15 500 signes)
- 16.** « [La LPR, un cas d'école d'engagement de la responsabilité de l'État du fait des lois](#) » (avec Fabien Bottini), *Blog Droit administratif*, mai 2021 (10 000 signes)
- 15.** « [La liberté d'expression des parlementaires : une mise au point après « l'affaire » Houpert](#) », *Blog de Jus Politicum*, janvier 2021 (18 000 signes)
- 14.** « [La réglementation des finances des groupes parlementaires : un progrès certain et presque achevé](#) », Note rédigée dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique, novembre 2020 (28 000 signes)
- 13.** « [Enquêtes parlementaires : que risque le gouvernement ?](#) », *Blog du Coronavirus* du Club des juristes, juin 2020 (9 000 signes)
- 12.** « [Propositions pour une réforme du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel](#) », Note rédigée dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique, juin 2020 (20 000 signes)
- 11.** « [Contrôle parlementaire de la crise sanitaire : interrogations autour de l'attribution des pouvoirs d'enquête à la Mission d'information sur l'épidémie de Coronavirus à l'Assemblée nationale](#) », *Blog de Jus Politicum*, juin 2020 (24 000 signes)
- 10.** « [Le Parlement face à la crise du covid-19 \(2/2\). Exercice de la compétence normative et contrôle gouvernemental en période de crise \(sanitaire\)](#) », *Blog de Jus Politicum*, avril 2020 (18 000 signes)
- 9.** « [Le Parlement face à la crise du covid-19 \(1/2\). Une assemblée parlementaire peut-elle fonctionner en « comité restreint » ?](#) », *Blog de Jus Politicum*, avril 2020 (16 000 signes)
- 8.** « [Révision constitutionnelle en Grèce : rigidité constitutionnelle et ambitions déçues de la gauche radicale](#) », *Blog de Jus Politicum*, décembre 2019 (19 000 signes)
- 7.** « [Régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : le gouvernement refuse la transparence](#) », *Blog de Jus Politicum*, avril 2019 (12 000 signes)

6. [« Conseil constitutionnel : la suppression de la catégorie des membres de droit, une réforme indispensable mais insuffisante »](#), *Blog de Jus Politicum*, juin 2018 (18 000 signes)
5. [« Les députés doivent-ils être neutres ? Brèves réflexions sur la récente réglementation de la tenue vestimentaire à l'Assemblée nationale »](#), *Blog de Jus Politicum*, février 2018 (31 000 signes)
4. [« Les « Conférences des réformes » pour une nouvelle Assemblée nationale : initiative bienvenue, issue incertaine »](#), *Blog de Jus Politicum*, octobre 2017 (15 600 signes)
3. [« La procédure accélérée ou la regrettable normalisation d'une procédure dérogatoire »](#), *Blog de Jus Politicum*, juillet 2017 (15 500 signes)
2. [« Crise grecque : le double échec de la démocratie. Libres propos à l'occasion de l'anniversaire d'un autre référendum »](#), *Blog de Jus Politicum*, juillet 2016 (5 500 signes)
1. [« Les politiques au Conseil constitutionnel : une dangereuse aberration \(à propos du contentieux du contrôle des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy\) »](#), *Blog de Jus Politicum*, juin 2016 (7 600 signes)

Tribunes parues dans la presse

[les titres des tribunes sont choisis par les rédactions des différents journaux et médias où elles sont publiées]

10. Elina Lemaire, « Pour un contrôle véritable des candidatures au Conseil constitutionnel », *Le Monde*, édition papier du 18 février 2022 [[en ligne](#)]
9. (Collectif) « Université : Le risque existe que le mode de recrutement débouche sur un certain clientélisme, notamment politique », *Le Monde*, édition numérique du 14 février 2021 [[en ligne](#)]
8. Elina Lemaire, « La recherche est mue par le seul désir de connaître et de faire connaître, cela ne signifie pas qu'elle soit inutile », (titre original : « Qu'est-ce que l'Université ? »), *Le Monde*, édition papier du 10 décembre 2020 [[en ligne](#)]
7. Elina Lemaire, « Groupes politiques parlementaires : encore un petit effort de transparence », tribune web pour Capital, 16 novembre 2020 [[en ligne](#)]
6. (Collectif) « Pour un déontologue du gouvernement », *Le Journal du Dimanche*, édition du 3 août 2019
5. (Collectif) « Les élus ne cherchent pas à s'enrichir systématiquement », *Le Monde*, édition du 13 mars 2019
4. Elina Lemaire, « Réformons en profondeur le Conseil constitutionnel », *Libération*, édition papier du 21 février 2019 [[en ligne](#)]

3. (Collectif) « Matignon doit-il encore subventionner les think tanks ? », *Libération*, édition du 24 novembre 2018
2. (Collectif) « Transparence de la vie publique : beaucoup reste à faire », *Libération*, édition du 31 mai 2018
1. Elina Lemaire, « Cessons de réduire la loi du 9 décembre 1905 à la seule neutralité », *Libération*, édition papier du 2 février 2016, p. 22 [[en ligne](#)]

PARTICIPATION À DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES

28. « La dictature des colonels en Grèce : les forces armées, les institutions et les libertés », colloque national « Les forces armées, gardiennes des institutions et des libertés », organisé par Oscar Ferreira, Université de Bourgogne Franche-Comté, 24 et 25 novembre 2022
27. « Crise de la représentation et démocratie participative. A propos du « Conseil citoyen sur la vaccination » », colloque national « Covid-19 et citoyenneté », organisé par Dominique Andolfatto, Université de Bourgogne Franche-Comté, 17 et 18 novembre 2022
26. « Les motions de censure comme instrument de défense des droits fondamentaux », colloque national « Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ? », organisé par Priscilla Jensel-Monge et Audrey Bachert-Peretti, Aix Marseille Université, 23 et 24 juin 2022
26. « Les conséquences institutionnelles de la gestion de la crise sanitaire en France », conférence organisée par le CREDOC, avec le soutien de l'ANR, sur l'impact de la crise sanitaire sur la cohésion sociale, MSH de Paris, 5 mai 2022.
25. « Les responsabilités du gouvernement et de ses membres », colloque national « Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron », organisé par Thibault Carrère, Elsa Kohlhauer et Raphaël Reneau, Université du Mans, 10 et 11 mars 2022
24. « Les difficultés juridiques soulevées par le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : constat et solutions », colloque national « Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence », organisé par Elina Lemaire et Thomas Perroud, Université Paris II, 10 et 11 juin 2021
23. « État d'urgence sanitaire et contrôle parlementaire du gouvernement en France », colloque international « Coronavirus-Covid 19. Constitutional, political and social threats and challenges in France and the United Kingdom », organisé par Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan, Université Paris II et King's College (Londres), Paris et Londres, 27 et 28 mai 2021
22. « Les « institutions politiques » en complément du « droit constitutionnel » ? Retour sur la réforme des intitulés des enseignements de licence en 1954 », colloque

national « Normes et institutions », organisé par Armel Le Divellec, Université Paris II, 19 mai 2021

21. Participation à la conférence d'actualité et de théorie du droit constitutionnel organisée par Tanguy Pasquier-Briand à l'Université d'Évry Paris-Saclay, 15 avril 2021. Discussion, avec David Foncesca, Thomas Hochmann, Armel Le Divellec et Tanguy Pasquier-Briand autour d'un texte d'Apostolis Vlachogiannis : « L'interprétation populiste de l'identité constitutionnelle : amorce d'une lecture illibérale de la Constitution ? »

20. « Le Conseil constitutionnel est-il un représentant d'intérêts ? », colloque organisé par Maxence Christelle, Bertrand-Léo Combrade et Charles-Edouard Sénac, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021

19. « Naissance, consécration et disparition (?) d'une convention de la Constitution : l'exemple de la réserve parlementaire », colloque national « Le droit politique et la V^e République », organisé par Olivier Beaud, Cécile Guérin-Bargues, Elina Lemaire et Céline Roynier, Université Paris II, juin 2019

18. « Théorie et pratique du régime parlementaire chez Jean-Casimir Perier », colloque national « Les Perier, une famille au service de l'État », organisé par Alain Laquière, Elina Lemaire et Eric Peuchot, Université Paris-Descartes, 16 et 17 mai 2019

17. « Propos introductifs » (avec Alain Laquière et Eric Peuchot), colloque national « Les Perier, une famille au service de l'État », organisé par Alain Laquière, Elina Lemaire et Eric Peuchot, Université Paris-Descartes, 16 et 17 mai 2019

16. « Les parlementaires peuvent-ils se vêtir librement ? », colloque national « Le droit du vêtement », organisé par François Saint-Bonnet, professeur à l'Université Paris II, à l'Institut catholique de Vendée, La Roche-sur-Yon, 3 et 4 avril 2019

15. « Le juge administratif et l'interprétation du port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse », séminaire organisé par Elsa Forey et Yan Laidié, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, avec le soutien du GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Dijon, 19 novembre 2018

14. « La sensibilisation des membres des juridictions administratives au principe de laïcité », séminaire organisé par Elsa Forey et Yan Laidié, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, avec le soutien du GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Dijon, 19 novembre 2018

13. « Quelles propositions pour rénover le statut matériel des parlementaires ? », dans le cadre d'une table ronde au colloque national « Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives », organisé par Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud, Paris, Sénat, 26 octobre 2018

12. « Les progrès en matière de statut des groupes parlementaires » (avec Damien Connil), colloque national « Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives », organisé par Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud, Paris, Assemblée Nationale, 25 octobre 2018

11. « Magistrature et idées politiques au XVIII^e siècle. A propos du *Développement des principes fondamentaux de la monarchie française* », conférence donnée dans le cadre du séminaire « Parlements et cours souveraines », porté par le LabEx COMOD

de l'Université de Lyon et l'Institut d'histoire du droit de l'Université Paris II, Paris, Université Paris II, 15 juin 2018

10. « Plaidoyer pour le développement de la doctrine parlementaire », colloque national « Les groupes parlementaires », organisé par Elina Lemaire, membre du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, Dijon, 24 et 25 mai 2018

9. « Le droit parlementaire de Robespierre », colloque national organisé par Elsa Forey et Bernard Quiriny, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « Le droit constitutionnel de Robespierre », Dijon, 18 et 19 mai 2017

8. « La transparence dans le contrôle du financement des partis politiques en Grèce. Regards critiques sur les évolutions récentes », colloque international organisé par Elsa Forey et Dominique Andolfatto, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « Financement et la moralisation de la vie politique. Perspective comparée », Dijon, 24 et 25 octobre 2016

7. « La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle préclassique de la Troisième République (1871-1896) », colloque national organisé par Armel Le Divellec, membre du CECP de l'Université Paris II – Panthéon-Assas, sur le thème « La notion de Constitution dans la doctrine de la Troisième République », Paris, 10 et 17 juin 2016

6. « Le désaccord du parlement et du gouvernement sur « la Constitution du pouvoir politique en temps de guerre » : l'échec du projet Briand sur les décrets-lois (décembre 1916-janvier 1917) », colloque national organisé par Elina Lemaire et Romain Rambaud, membre du CRJ de l'Université Grenoble-Alpes, sur le thème « La Grande Guerre et le droit public », Dijon, 26 et 27 novembre 2015

5. « La laïcité « répressive » : l'exemple du traitement de l'affaire Baby Loup au Parlement », colloque national organisé par Cécile Guérin-Bargues et Nicolas Haupais, membres du CRJ Pothier de l'Université d'Orléans, sur le thème « Le fait religieux dans la construction de l'État », Orléans, 18 et 19 juin 2014

4. « Fonder la République en révisant la Constitution : le débat sur la réforme des institutions à la Chambre des députés (mai 1881-février 1882) », colloque national organisé par Patrick Charlot, membre du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ? », Dijon, décembre 2013

3. « La magistrature gardienne des libertés : la sécularisation de l'office du juge dans les doctrines parlementaires des Lumières », colloque international organisé par l'Association Française des Historiens des Idées Politiques sur le thème « Justice et État », Aix-en-Provence, septembre 2013

2. « Dans les coulisses du Conseil constitutionnel. Le poids des considérations politiques et prudentielles dans l'élaboration de la jurisprudence », colloque national organisé par l'Institut Michel Villey de l'Université Paris II et l'Institut de Recherches Carré de Malberg de l'Université de Strasbourg, sur le thème « Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés ? », Strasbourg, mai 2011

1. « La notion de droit public dans les remontrances des parlements au XVIII^e siècle », journées d'étude organisées par la Société pour l'Histoire des Facultés de

Droit et de la Science Juridique, l'École doctorale de droit public interne, science administrative et science politique, l'Institut Michel Villey et l'Institut Cujas de l'Université Paris II, sur le thème « L'autre commémoration : La doctrine française et le droit public », Paris, septembre 2004

INTERVENTIONS DANS LES MEDIAS - VULGARISATION

Interviews dans la presse écrite – Émissions à la radio et à la télévision

25. Pour *De Volkskrant* (quotidien national néerlandais), au sujet de la convocation, par le président de la République, d'un conseil de défense pour évoquer la crise énergétique dans le cadre de la crise russo-ukrainienne : « [Macron roept defensieraad bijeen in verband met energiecrisis : moeilijke winter in het verschiet](#) », septembre 2022

24. Pour *Le Parisien*, au sujet de la tenue vestimentaire des députés : « [Assemblée nationale. Cravate, costume... quelles sont les règles vestimentaires ?](#) », juillet 2022

23. Pour *l'AFP-Factuel*, au sujet des immunités parlementaires : « [Accusations de viol : Damien Abad protégé des poursuites par son immunité de député ? Des affirmations à nuancer](#) », juillet 2022

22. Pour *The Conversation*, au sujet des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale à l'ouverture de la XVI^e législature : « [Comment les groupes parlementaires structurent la vie politique française](#) », juillet 2022

21. Pour *Acteurs Publics*, au sujet de la nouvelle configuration politique à l'Assemblée nationale à l'été 2022 : « [Le Conseil constitutionnel ne sera pas un arbitre entre les oppositions et la macronie](#) », juin 2022

20. Pour *l'AFP-Factuel*, au sujet des résultats du second tour des élections législatives de 2022 : « [Rapports de force à l'Assemblée : les questions posées par le séisme des législatives](#) », juin 2022

19. Pour *Capital*, au sujet de la perspective d'une VI^e République : « [Premier ministre, Jean-Luc Mélenchon pourrait-il vraiment instaurer la VI^e République ?](#) », mai 2022

18. Pour *Capital*, à propos de la prérogative présidentielle de nomination du premier ministre : « [Législatives : Emmanuel Macron pourrait-il refuser de nommer Jean-Luc Mélenchon premier ministre ?](#) », avril 2022

17. Pour *L'Hémicycle*, à propos de pistes de réforme visant à renforcer le Parlement, 5 mai 2022 : Pierre Januel, « Un Parlement, pour quoi faire ? »

16. Pour *Il Giornale* (quotidien national italien) à propos du risque de cohabitation en 2022, [édition du 26 avril 2022](#)

- 15.** Pour *Capital*, au sujet des propositions des autorités de nomination des membres du Conseil constitutionnel : [« Emmanuel Macron ne prend pas le Conseil constitutionnel au sérieux »](#), février 2022
- 14.** Pour *Capital*, au sujet de la proposition formulée par Mme Le Pen d'exonérer les jeunes de moins de trente ans d'impôt sur le revenu : « Impôt sur le revenu : la proposition choc de Marine Le Pen est-elle constitutionnelle ? », novembre 2021
- 13.** Pour *Libération*, au sujet d'une hypothèse de situation de conflit d'intérêts dans la décision rendue par le Conseil constitutionnel le 5 août 2021 sur la *Loi relative à la gestion de la crise sanitaire* (n° 2021-824 DC) : « Conseil constitutionnel et pass sanitaire : Laurent Fabius est-il en situation de conflits d'intérêts à cause de son fils chez McKinsey ? », édition du 8 août 2021
- 12.** Pour *Le Monde*, au sujet de la place du Parlement dans la gestion de la crise sanitaire : « Au Parlement, la bataille des élus pour exister », [édition du 28 juillet 2021](#)
- 11.** Pour l'émission « Esprit de justice » animée par Antoine Garapon, sur France culture, le 12 mai 2021, à propos des « Racines historiques et culturelles du Conseil d'État »
- 10.** Pour *Reporterre*, journal en ligne, au sujet de l'usage de la procédure accélérée pendant la XV^e législature, « Les astuces du gouvernement pour empêcher le débat parlementaire », [édition du 12 avril 2021](#)
- 9.** Pour *Le Monde*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Débat autour des salaires du Conseil constitutionnel », [édition du 10 février 2021](#)
- 8.** Pour *L'opinion*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Conseil constitutionnel : la rémunération des sages en partie illégale », [édition du 5 février 2021](#)
- 7.** Pour *Sud Ouest*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Conseil constitutionnel : la drôle de paye des « sages » », [édition du 24 janvier 2021](#)
- 6.** Pour *La Croix*, au sujet de l'engagement de la procédure accélérée sur le projet de loi « confortant les principes républicains » (de « lutte contre les séparatismes »), janvier 2021, *La Croix*, « Pourquoi la loi séparatisme sera examinée en mode « accéléré » », [édition du 3 janvier 2021](#)
- 5.** Pour le Journal Télévisé (20 heures) de France 2, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, édition du 20 juillet 2020
- 4.** Pour *Capital*, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, capital.fr ([« Indemnités illégales au Conseil constitutionnel : la faute à la ministre des Armées ? »](#)), juin 2020

3. Pour *Le Monde*, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, *Le Monde*, [édition du 26 juin 2020](#)
2. Pour le *Huffington Post*, juin 2020, au sujet de [l'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale sur la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus](#)
1. Pour RCF en Bourgogne, « Les groupes parlementaires », dans le cadre de l'émission radiophonique « Politique pour tous », mai 2018

« Position Paper » publié dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique

1. « [A l'occasion des nominations de 2022, repenser les conditions de la nomination et le statut des membres du Conseil constitutionnel](#) », janvier 2022

Conférences sans actes

5. « Covid-19 et démocratie politique », dans le cadre des conférences citoyennes organisées par le CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, ici sur le thème « Covid-19, citoyenneté et démocratie », 10 mai 2022
4. « La LPR et la qualification aux fonctions de maître de conférences et de professeur des Universités », Séminaire de formation doctorale organisé par Céline Roynier et Sophie Nadal, Université de Cergy-Pontoise, 15 avril 2021
3. « Neutralité des monuments et des emplacements publics. A propos de quelques affaires récentes », dans le cadre des conférences citoyennes organisées par le CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, ici sur le thème « Regards juridiques sur la laïcité », 10 décembre 2018
2. « Le financement de la campagne pour l'élection présidentielle », dossier « Regards sur l'élection présidentielle » coordonné par Dominique Andolfatto, professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, mis en ligne sur le site Internet de l'Université en avril 2017
1. « La liberté par la contrainte. Réflexions sur la limitation de la liberté d'expression religieuse dans la France contemporaine », *La semaine du droit*, Université de Bourgogne Franche-Comté, mars 2017